



DIRECTION GENERALE DES SERVICES

DIRECTION DES FINANCES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES
SERVICE EXECUTION BUDGETAIRE

Arrêté n° 112/2023

Constituant la régie d'avances pour les aides d'urgence à des mineurs ou jeunes majeurs (jusqu'à 21 ans) en situation d'urgence et à des mineurs non accompagnés

HELIOS N° 7

**De la Direction Enfance Famille
Rue Heurtault de Lamerville
18000 BOURGES**

Le président du Conseil départemental,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R. 1617-1 à R. 1617-5-2, R. 1617-11 à R. 1617-14, R. 1617-16, et R. 1611-17 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 121-1, L. 121-3, L. 121-4, et L. 222-1 à L. 222-7 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 22 ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État, et notamment son article 5 disposant que l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu la délibération n° AD 179/2021 du Conseil départemental du 15 juillet 2021 donnant délégation permanente au Président du Conseil départemental pour créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services du Département ;

Vu la délibération n° AD 102/2021 du Conseil départemental du 31 mai 2021 approuvant le Règlement Départemental d'Aide Sociale (RDAS) actualisé ;

Vu la délibération n° AD 482/2022 du Conseil départemental du 5 décembre 2022 mettant en place d'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et revalorisation indemnitaire des agents du Département ;

Vu l'arrêté n° 193/2021 du 7 juillet 2021 du Président du Conseil départemental constituant une régie d'avances auprès de la Direction de la Prévention et de la Vie Sociale pour les aides d'urgence à des mineurs ou jeunes majeurs (jusqu'à 21 ans) en situation d'urgence et à des mineurs non accompagnés. Ces jeunes mineurs, en situation d'urgence, sont pris en charge par l'aide sociale à l'enfance ;

Vu l'arrêté n° 282/2021 du 30 septembre 2021 du Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. Joël MARTINET, Directeur général des services départementaux du Cher ;

Vu le Règlement Départemental d'Aide Sociale (RDAS) en vigueur, et notamment le Paragraphe IV – Les régies d'avances de l'aide sociale à l'enfance, Chapitre 4 - Actions de protection, du Livre 3 – Soutien à la parentalité et protection de l'enfance ;

Considérant que la réforme de la responsabilité financière des gestionnaires publics conduit à l'abrogation du régime de responsabilité personnelle et péquinaire des régisseurs et à la suppression du cautionnement obligatoire au 1^{er} janvier 2023 ;

Considérant la nécessité de disposer d'une régie d'avances pour les aides d'urgence à des mineurs ou jeunes majeurs (jusqu'à 21 ans) en situation d'urgence et à des mineurs non accompagnés. Ces jeunes mineurs, en situation d'urgence, sont pris en charge par l'aide sociale à l'enfance ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire du 10 février 2023 ;

- ARRETE -

Article 1^{er} : L'arrêté n° 193/2021 du 7 Juillet 2021 instituant une régie d'avances pour les aides d'urgence à des mineurs ou jeunes majeurs (jusqu'à 21 ans) en situation d'urgence et à des mineurs non accompagnés à la Direction de la Prévention de l'Autonomie et de la Vie Sociale est abrogé.

Article 2 : Il est constitué une régie d'avances pour les aides d'urgence à des mineurs ou jeunes majeurs (jusqu'à 21 ans) en situation d'urgence et à des mineurs non accompagnés. Ces jeunes mineurs, en situation d'urgence, sont pris en charge par l'aide sociale à l'enfance.

Article 3 : Cette régie d'avances est installée à la Direction de l'enfance et de la famille – rue Heurtault de Lamerville - 18000 BOURGES.

Article 4 : La régie d'avances paie les dépenses suivantes :

- produits alimentaires (hors boissons alcoolisées),
- produits d'hygiène,
- dépenses de santé (consultation médecin, frais de pharmacie),
- titres de transport,
- achat de timbres fiscaux,
- frais de délivrance de passeport et de tout autre document d'identité.

- argent de poche.

Article 5 : Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées en numéraire ou par virements dans le cas où le jeune dispose d'un compte bancaire.

Article 6 : Le montant maximum de l'avance de la régie d'avances est fixé à 1 220 €.

Article 7 : Le régisseur titulaire versera auprès du comptable public assignataire du Département du Cher la totalité des pièces justificatives de dépenses une fois par mois.

Article 8 : En cas d'absence du régisseur pour maladie, congé, ou tout autre empêchement exceptionnel pour une durée ne pouvant excéder 2 mois, il est désigné des mandataires suppléants au nombre maximum de 6.

Article 9 : Le régisseur titulaire percevra une indemnité intégrée dans l'assiette de leur indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise.

Article 10 : Les mandataires suppléants percevront une indemnité intégrée dans l'assiette de leur indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

Article 11 : Le présent arrêté prend effet au 1^{er} janvier 2023.

Article 12 : Le directeur général des services départementaux et le comptable public assignataire du Département du Cher sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 13 : Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Département du Cher (<https://www.departement18.fr/Registres-des-Actes-Administratifs>).

Dans les conditions prévues au V de l'article L. 3131-1 du code général des collectivités territoriales, toute personne peut demander à obtenir sur papier une copie du présent arrêté. Si la demande est adressée sous forme électronique, celle-ci devra être envoyée à service.juridique@departement18.fr ou depuis la rubrique « contact » sur <https://www.departement18.fr>.

Article 14 : Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux adressé au président du Conseil départemental du Cher (Hôtel du Département, 1 place Marcel Plaisant, CS 30322, 18023 BOURGES Cedex). Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans le même délai, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans (par voie postale à l'adresse suivante : 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS Cedex, ou, par l'application informatique "Télerecours citoyens", accessible par le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr>).

En cas de rejet du recours gracieux formulé dans le délai précité (rejet explicite) ou en l'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans peut également être formé contre cette décision dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à BOURGES, le 15 FEV. 2023

Le Président du Conseil départemental du Cher,
Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services,

Joël MARTINET

Accusé de réception en préfecture
018-221800014-20230216-A112-2023-AI
Date de télétransmission : 16/02/2023
Date de réception préfecture : 16/02/2023

Acte transmis au contrôle de légalité le :

Acte publié le : 17 février 2023

Accusé de réception en préfecture
018-221800014-20230216-A112-2023-AI
Date de télétransmission : 16/02/2023
Date de réception préfecture : 16/02/2023